



Expériences des pays en développement: des voix fortes pour améliorer le discours global sur le climat

Des actions concertées à l'échelle mondiale sont essentielles pour freiner les changements climatiques et s'adapter à leurs effets. Sous l'égide de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), les négociations multilatérales sur le climat sont devenues un processus complexe et crucial où les pays décident de la marche à suivre pour relever les enjeux liés aux changements climatiques au niveau global.

Contexte

L'Accord de Paris a été essentiel pour permettre aux Parties de parvenir à un consensus concernant les engagements de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre, puis d'élaborer ensuite les plans na-

Méssages clés

- Pour que l'action contre les effets des changements climatiques soit efficace, elle doit s'appuyer sur de la recherche qui va au-delà de l'étude isolée des facteurs liés aux risques biophysiques ou aux aspects individuels de la vulnérabilité sociale.
- Les projets de recherche pour le développement peuvent jouer un rôle clé dans la reconnaissance des inégalités sociales et fondées sur le genre et peuvent ainsi contribuer à modifier les structures de pouvoir qui entravent une action efficace.
- Faciliter les changements sur le terrain qui permettent aux femmes, aux minorités ethniques, aux peuples autochtones, aux pauvres et aux jeunes de parvenir à une résilience accrue face aux changements climatiques est essentiel pour leur permettre de devenir des agents de transformation positifs.

tionaux afin de mettre en œuvre les instruments et les mesures aidant les Parties à tenir leurs engagements. Toutefois, les pays les plus vulnérables aux changements climatiques ont souvent des ressources et une expertise scientifique trop limitées pour pouvoir véritablement prendre part aux négociations internationales et faire entendre leur voix de manière à influencer les conclusions de ces réunions. À cet égard, le CRDI s'est engagé à renforcer la capacité technique des délégations nationales afin que les accords soient équitables et efficaces. Avec, par exemple, le réseau d'experts d'appui au Groupe africain de négociateurs (AGNES) en Afrique, lancé en 2015, et le groupe LATINOADAPTA en Amérique latine, créé en 2017, des chercheurs des pays du Sud participent activement aux discussions et apportent des preuves scientifiques et d'autres éléments preuves pertinentes aux négociateurs. En outre, ils ont contribué à établir une position commune forte sur des sujets liés aux changements climatiques et ont cerné des possibilités d'actions concertées. Ils visent également à contribuer à l'établissement des contributions déterminées au niveau national et des plans d'adaptation nationaux dans les pays participants en Afrique en Amérique latine. Ces réseaux de scientifiques ont créé une plateforme d'échange d'idées entre experts, négociateurs et décideurs, sur les enjeux locaux et régionaux liés aux changements climatiques

Principaux résultats de recherche

Le rapport spécial du GIEC sur les répercussions de l'augmentation des températures de 1,5 °C par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle, publié récemment, présente l'état actuel des connaissances et parvient à la conclusion qu'« il faut apporter des changements rapides, profonds et sans précédent à l'ensemble des aspects de la société » pour offrir un avenir durable et résilient à l'ensemble de la planète (GIEC, 2018). En réaction aux défis décrits dans ce rapport, les pays doivent rapidement planifier de quelle manière ils s'attaqueront à ces enjeux. Le CRDI vise à faciliter le renforcement de la collaboration entre les chercheurs et les décideurs qui s'emploient à planifier des politiques pour répondre à ces enjeux. Cette

coopération entre les chercheurs et les décideurs pourrait donner lieu à la mise en œuvre de solutions pour relever les défis liés à la fois à l'atténuation et à l'adaptation, en particulier ceux auxquels font face les pays du Sud. Au vu de cette situation, il devient crucial de renforcer la capacité technique des négociateurs de ces pays afin qu'ils mettent de l'avant des arguments fondés sur des preuves scientifiques et inspirés de leur réalité; arguments dont ils ont besoin pour influencer les conclusions des négociations internationales. Ce renforcement des capacités est généralement effectué à la suite d'une demande, c'est-à-dire qu'il est organisé par des scientifiques en réponse aux priorités en matière d'élaboration de politiques des pays et qu'il est suffisamment souple pour s'adapter aux discussions globales actuelles sur les changements climatiques. Les groupes AGNES et LATINOADAPTA, tous les deux soutenus par le programme Changements climatiques du CRDI, s'appuient sur ces principes. Ces chercheurs participent aux deux réseaux, possèdent l'expertise et l'expérience nécessaires pour appuyer les négociateurs et les décideurs du climat de façons suivantes :

Permettre l'échange d'idées au niveau régional

Les groupes africain et latino-américain ont mis en avant la nécessité de lier et d'intégrer les connaissances scientifiques dans les politiques climatiques pour répondre aux besoins nationaux. Le réseau de professionnels qui en découle est un atout essentiel pour les pays d'Afrique et d'Amérique latine lorsqu'il s'agit de remédier à des lacunes ciblées en matière de recherche sur l'adaptation aux changements climatiques. Ce réseau contribue aux débats sur les connaissances au niveau régional et dans les réunions internationales.

Les deux réseaux favorisent les dialogues horizontaux entre chercheurs, négociateurs et décideurs pour permettre l'échange d'idées et l'enrichissement de la base de connaissance sur des sujets tels que le genre, l'agriculture et la santé. Les deux groupes se sont également attelés au recensement des lacunes en matière de connaissances sur le climat en organisant des dialogues nationaux actifs et une enquête régionale rassemblant les décideurs des pays d'Afrique et d'Amérique latine.

Les deux groupes de chercheurs travaillent en synergie

pour favoriser un apprentissage mutuel et le partage d'expériences, de bonnes pratiques et d'expertise, ce qui encourage les discussions et les mesures interrégionales liées au climat. Les deux groupes cherchent à fournir des connaissances aux négociateurs pour combler quatre lacunes principales en matière de leadership sur le climat :

- L'amélioration de la capacité des scientifiques d'Afrique et d'Amérique latine à participer efficacement aux évaluations climatiques dont le GIEC est un acteur;
- La participation efficace aux processus d'élaboration de politiques sur les changements climatiques (CCNUCC, Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et Organe subsidiaire de mise en oeuvre), s'appuyant sur des preuves scientifiques;
- La formulation et la mise en oeuvre de politiques nationales et régionales concernant le climat, la sexospécificité et les jeunes, y compris des stratégies de développement à faible émission, des contributions déterminées au niveau national et des plans d'adaptation nationaux;
- La coordination entre les scientifiques, les négociateurs, les décideurs et les praticiens travaillant sur le climat.

Mettre en avant les préoccupations des pays du Sud

L'amélioration de l'efficacité de la participation des pays en développement a engendré des résultats de négociation plus rationnels, objectifs et légitimes qui prennent en compte les réalités locales. La participation des scientifiques africains au processus de négociation a fait évoluer le discours : les participants sont passés d'un point de vue limité et fondé sur les valeurs nationales, à des discussions et des conclusions communes, équitables et fondées sur des preuves scientifiques.

Le groupe AGNES a joué un rôle important en fournissant des preuves empiriques et en donnant des bases solides aux négociations sur les questions liées à l'agriculture et au genre. En effet, le groupe a aidé les négociateurs africains (en vertu de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique) à préparer leur présentation technique à l'intention de la CCNUCC, laquelle portait sur plusieurs sujets comme l'élaboration de systèmes d'alerte rapide et de plans d'intervention d'urgence en lien avec les phénomènes météorologiques extrêmes, ainsi que les évaluations des vulnérabilités et des risques liés aux systèmes agricoles à partir de différents scénarios de changements climatiques, y compris, mais sans s'y limiter, les nuisibles et les maladies.

Par ailleurs, AGNES a joué un rôle essentiel dans l'adoption du plan de promotion de la parité des sexes lors de la 23e Conférence des parties (COP23), qui a eu lieu en novembre 2017 à Bonn, en Allemagne. Reconnaisant les effets particuliers des changements climatiques sur les femmes, le plan prévoyait une politique du genre dans tous les aspects de l'adaptation aux changements climatiques ainsi que des activités d'atténuation. Il s'agissait du premier plan de ce genre à être adopté en vertu de la CCNUCC.

De plus, AGNES a joué un rôle essentiel dans les négociations menées dans le cadre de la conférence COP23 qui ont entraîné l'adoption de la plateforme « Koronivia joint work on agriculture », une décision qui demande à l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique ainsi qu'à l'Organe subsidiaire de mise en oeuvre d'aborder conjointement les questions liées à l'agriculture par l'entremise d'ateliers, de réunions d'experts et d'autres méthodes. De plus, la décision demande à ces organes subsidiaires d'établir un lien efficace entre les politiques, la science et la mise en oeuvre sur le terrain.

Du côté de LATINOADAPTA, piloté par AVINA, les lacunes en matière de recherche ont été déterminées pour la mise au point de politiques nationales d'adaptation et adoptées par les contributions déterminées au niveau national pour l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Costa Rica, le Paraguay et l'Uruguay. Des efforts supplémentaires sont déployés pour mettre en avant des preuves concrètes qui appuient l'intégration des réalités latino-américaines aux futures décisions internationales sur le climat.

La voie à suivre

Pour réellement parvenir à mener des actions concertées à l'échelle mondiale à l'issue des négociations sur le climat, l'ensemble des Parties doit participer de façon éclairée et rédiger des mesures politiques proactives. Pour ce faire, à l'avenir, la collaboration entre les scientifiques et les décideurs doit :

- **Travailler avec les négociateurs des Caraïbes et de l'Asie** afin de renforcer les capacités des parties s'agissant de l'utilisation des preuves scientifiques pour élaborer les politiques climatiques et de leur fournir des outils qu'ils peuvent employer pour arriver à un consensus sur des sujets précis.
- En plus du genre et de l'agriculture, **il est désormais essentiel de sensibiliser les négociateurs aux conséquences à long terme** pour l'adaptation d'un dépassement des objectifs de Paris de 1,5 et 2 °C et au caractère urgent des

mesures que sous-entend le rapport du GIEC. Les négociateurs des pays du Sud devront prendre des mesures audacieuses et jouer le rôle de catalyseur pour les initiatives de collaboration qui envoient le signal clair que les nations doivent renforcer leurs engagements en matière de climat. Les attentes sont fortes concernant les futures négociations et la capacité des pays à se mettre d'accord sur des réponses politiques appropriées

Références

- Consolider les preuves scientifiques pour faciliter l'orientation des politiques et des négociations sur le climat en Afrique : <https://www.idrc.ca/fr/project/consolider-les-preuves-scientifiques-pour-faciliter-lorientation-des-politiques-et-des>
- Renforcer le recours aux preuves scientifiques pour éclairer les négociations et les politiques climatiques en Amérique latine : <https://www.idrc.ca/fr/project/renforcer-le-recours-aux-preuves-scientifiques-pour-eclairer-les-negociations-et-les>
- Koronivia joint work on agriculture: https://unfccc.int/files/meetings/bonn_nov_2017/application/pdf/cp23_auv_agri.pdf
- Gender Action Plan: <https://unfccc.int/resource/docs/2017/sbi/eng/l29.pdf>

Le CRDI, qui est un élément clé de l'aide internationale du Canada, appuie des travaux de recherche dans les pays en développement afin d'y favoriser la croissance et le développement.

Centre de recherches pour le développement international
150, rue Kent • CP 8500 • Ottawa ON Canada K1G 3H9
Tél. : +1 613 236 6163 • crdi.ca